



## APPROCHES DE GDT ET ETUDES DE CAS

La condition préalable à la diffusion de la gestion durable des terres est la sensibilisation aux meilleures options technologiques de GDT. Toutefois, la façon de mettre en œuvre et d'adapter ces pratiques sur le terrain et la façon de créer un environnement favorable pour faciliter ce processus constituent un défi majeur. Malgré les efforts continus durant de nombreuses années, la diffusion et la mise à grande échelle des pratiques de GDT en Afrique subsaharienne ont été lentes.

Dans la section suivante, des expériences réussies et les tendances actuelles prometteuses des approches sont présentées, dans le but d'appuyer les exploitants agricoles dans leurs conditions spécifiques et d'aider à identifier les environnements les plus favorables à une adoption des pratiques de GDT. Cette présentation est étayée par six études de cas sélectionnées, illustrant la variété des approches qui sous-tendent les tendances à une mise en œuvre et une adoption réussies de la GDT.



Une approche de bassin-versant : des exploitants et des techniciens agricoles planifiant les interventions de GDT au niveau d'un bassin-versant, au Kenya. (Hanspeter Liniger)

## En un mot...

**Définition :** Une approche de GDT définit les voies et les moyens employés pour promouvoir et mettre en œuvre une technologie de GDT, qu'elle soit initiée sous la forme d'un projet / programme, qu'elle soit un système autochtone, une initiative / innovation locale, et pour soutenir cette technologie dans la réalisation d'une gestion plus durable et plus étendue des terres. L'approche peut inclure différents niveaux d'intervention, de l'exploitation individuelle au niveau communautaire, aux systèmes de vulgarisation / conseils aux niveaux régionaux ou nationaux. Celle-ci peut être organisée dans un cadre international. Les analyses critiques de ces approches devraient aider à répondre aux questions suivantes : Comment les exploitants agricoles en savent-ils davantage sur les améliorations possibles ou les « nouvelles » technologies ? Comment obtiennent-ils les compétences nécessaires pour les appliquer ? Comment sont-ils incités à adapter les technologies et à innover, et enfin comment ont-ils accès aux intrants, aux matériaux et aux ressources financières nécessaires ?

Une approche est couronnée de succès quand elle est centrée sur la personne, réactive et participative, pratique, à plusieurs niveaux et avec plusieurs parties-prenantes, avec en partie un partenariat, durable (dans ses dimensions socio-économiques, institutionnelles et écologiques) et dynamique. Une approche efficace de GDT comprend les éléments suivants: des participants / acteurs à tous les niveaux : (1) décideurs, administrateurs, experts, techniciens, exploitants agricoles ; (2) des intrants : main d'œuvre, matériaux et intrants financiers, etc.; (3) du savoir-faire: technique, scientifique, pratique ; et (4) un environnement propice: socioculturel, juridique et politique (voir la partie 1). Les approches qui ont démontré leur succès en Afrique subsaharienne (ASS) sont les suivantes : la gestion communautaire des ressources naturelles (gestion des terroirs), les écoles pratiques d'agriculture, l'animation rurale, les différentes approches qui soutiennent les innovations des agriculteurs, et l'approche « Landcare » fondée sur ses succès en Asie et en Australie.

**Problèmes abordés :** Manque de connaissances techniques, manque d'argent pour investir dans la GDT, accès limité aux intrants, conflits d'utilisation des ressources, pauvreté, l'inégalité sociale, absence d'un environnement de soutien comme des marchés, des

prix, des infrastructures et des services, soutien institutionnel avec des lois et des règlements appropriés. Ces approches sont destinées à aborder les causes profondes de la faible production agricole en encourageant l'adoption et la diffusion de l'amélioration de la GDT.

**Bénéficiaires visés :** Les individus, les communautés, les groupes d'intérêt commun, les associations de bassins-versants / bassins hydrographiques / villages.

**Adoption et transposition à grande échelle :** L'identification claire des causes de la dégradation et des mesures correctives ainsi qu'un environnement politique et de contrôle propice, sont des éléments fondamentaux pour l'adoption des mesures de GDT les plus appropriées. De plus, l'ampleur de la participation de la communauté aux différents stades, de l'identification des problèmes à la prise de décision et à la mise en œuvre, influencera l'adoption et le potentiel d'une approche à être transposée à grande échelle. Les exploitants agricoles ou les communautés ont besoin de se sentir propriétaire de l'approche et de la technologie ou de s'identifier à elles. Les approches et les technologies ont besoin d'aller main dans la main et d'aller de pair: les technologies influencent l'approche nécessaire, et vice-versa.

**Questions de développement abordées :** La sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté rurale, urbaine et périurbaine, la prévention et le renversement de la dégradation des terres, la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques.

**Distribution :** Recherche et développement participatifs : Éthiopie, Ghana, Kenya, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Ouganda, Zambie  
Approches participatives de bassins versants et gestion communautaire des ressources naturelles : Burkina Faso, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Niger, Tanzanie, Zambie  
Technologies de l'information et de la communication : Kenya et Ouganda  
Services de vulgarisation pour les ONG et autres tierces parties : promoteurs à Madagascar et au Mali  
Ecoles pratiques d'agriculture (EPA – Farmer Field Schools) : dans un grand nombre de pays, de récents développements en Afrique de l'Est  
 Paiement des services écosystémiques: Ghana, Kenya, Tanzanie, Ouganda

## Evolution des approches de GDT

Les approches peuvent être regroupées en trois grandes catégories qui reflètent l'évolution des types d'approche et des méthodes au fil du temps.

**Interventions descendantes (top-down) :** En ASS durant la période coloniale et immédiatement après l'indépendance, la plupart des premières approches de CES se concentraient sur des interventions contrôlées par le « haut » et allant vers la base. Celles-ci étaient caractérisées par un manque de participation des exploitants agricoles et une mise en œuvre « forcée » de pratiques développées à l'extérieur (typiquement les terrasses coercitives et le déstockage obligatoire). Dans les systèmes conventionnels de recherche et de vulgarisation, une forme de « transfert linéaire de technologie » (TdT) indiquait un flux à sens unique allant du chercheur au vulgarisateur puis aux exploitants agricoles. Ce modèle voyait les exploitants agricoles, les agents de vulgarisation et les chercheurs comme trois niveaux distincts avec aucun mécanisme de feedback. Dans les années 1950 et 1960, l'explication courante de la non-adoption des technologies était l'ignorance des exploitants agricoles. La réponse fut de fournir davantage d'enseignements de vulgarisation. Dans les années 1970 et au début des années 1980, la non-adoption par les exploitants était attribuée aux contraintes agricoles. Le « remède » fut alors de lever ces contraintes par l'approvisionnement en intrants et par l'introduction de « la recherche sur les systèmes agraires » (RSA – Farming Systems Research). A la fin des années 1980 et au début des années 1990, le rôle central des exploitants agricoles était reconnu et leur non-adoption était expliquée par des technologies qui ne leur correspondaient pas. La solution fut alors de mettre l'accent sur la participation des exploitants agricoles.

**Approche participative (farmer-first) :** Cette nouvelle approche faisait de l'exploitant agricole le centre du programme et de la mise en œuvre des activités de CES. Elle mettait l'accent sur les interventions participatives à petite échelle et ascendantes partant de la base

(bottom-up), en utilisant souvent des technologies autochtones. De nouvelles approches fondées sur la collaboration entre les personnes ayant des connaissances locales et les chercheurs furent élaborées et mises en pratique. Les difficultés de mise en œuvre de ces approches participatives menées par les exploitants agricoles ont conduit à une approche plus ciblée, dans laquelle l'innovation agricole est conduite par l'environnement économique, social, institutionnel et politique. Au cours de ces dernières années, le concept est passé de la conservation des sols vers la GDT à la fois au niveau de l'exploitation agricole et du paysage. L'accent est maintenant porté sur l'autonomisation des groupes communautaires locaux en déléguant les pouvoirs, les responsabilités et les ressources au niveau le plus approprié et en se concentrant sur les technologies locales.

**Approche transdisciplinaire :** La recherche et le développement sont désormais largement considérés comme un processus d'apprentissage holistique, nécessitant la participation d'un plus large éventail de parties prenantes (multi-niveaux et multi-parties prenantes). Cette approche redéfinit le rôle des populations locales, qui ne sont plus de simples récipiendaires et bénéficiaires, mais plutôt des acteurs influençant et apportant des contributions clefs au processus; Elle fait le lien entre les connaissances scientifiques et locales, met l'accent sur la collaboration des multiples agences et est conduite par les problèmes et les impacts rencontrés.

Le GDT souvent dépasse les moyens, la responsabilité et le pouvoir de décision des simples exploitants. Au lieu de considérer uniquement les besoins locaux, l'accent doit être étendu aux besoins régionaux (paysage, bassins hydrographiques, amont-aval) et même aux besoins nationaux (p. ex. les systèmes d'irrigation). À ce niveau, la collaboration interinstitutionnelle et les responsabilités des différents ministères et institutions doivent clairement être définies et renforcées.

## Principes clés

**Participation (en collaboration) :** Impliquer et donner aux exploitants agricoles / communautés la responsabilité à tous les stades.

Une approche participative satisfait les objectifs importants suivants :

- construire la confiance et la compréhension entre les parties prenantes aux niveaux local, régional et même au niveau national ;
- s'assurer que les perspectives et les réalités des bénéficiaires visés sont fidèlement reflétées ;
- donner du pouvoir aux groupes marginalisés et défavorisés (les exploitantes agricoles, les membres de groupes ethniques minoritaires, etc.) ;
- favoriser l'appropriation à la fois des ressources et du processus, et augmenter ainsi les perspectives d'adoption.

Les méthodes participatives sont pertinentes, de la formulation de politiques et de l'évaluation initiale du programme à travers les différentes phases d'évaluation incluant la mise en œuvre et l'amélioration, à la surveillance et à l'évaluation des impacts. Les éléments clés sont : les campagnes de sensibilisation / le renforcement des capacités, la recherche, les services de vulgarisation / de conseils, et le développement organisationnel. L'utilisation des méthodes participatives dans le renforcement de l'organisation, la compréhension et la négociation des perceptions des parties prenantes est en augmentation ainsi que la responsabilisation du public. Les méthodes participatives tentent de régler les questions de propriété et de contrôle des connaissances, et comment, par qui et selon quels critères, le programme doit être mesurée. Des approches avec une solide philosophie participative sont par exemple : l'évaluation rurale participative, le développement et l'apprentissage participatifs des technologies pour la durabilité.

**Approche intégrée (multi-niveaux et multi-parties prenantes) :** cette approche place les personnes et les institutions de soutien au centre d'un processus de gestion et de développement, en soutenant

et en améliorant à la fois le capital humain et le capital naturel. Les approches intégrées impliquent un changement, passant de la simple réunion des représentants de chaque secteur ou projets vers l'intégration de leurs idées dans leur propre travail de base. Elle doivent impliquer des chercheurs, des vulgarisateurs, des modérateurs et des exploitants agricoles de façon continue et interactive, avec l'objectif de résoudre les problèmes des exploitants agricoles, en utilisant d'une façon peu coûteuse les ressources et le personnel locaux ainsi que les équipements et les constructions. L'expérience a également montré que les processus intégrés sont énormément facilités quand ils sont soutenus au plus haut niveau du gouvernement. Les approches intégrées sont par exemple : l'approche du paysage (gestion intégrée des bassins hydrographiques), l'approche des moyens d'existence (le développement intégré des communautés rurales), et l'approche des prises de décision multi-parties prenantes.

**Approche fondée sur le partenariat :** dans une approche de collaboration, les partenariats, les plates-formes et les coalitions ont les rôles suivants : mobiliser les connaissances scientifiques pour des investissements agricoles « pro-pauvres », « pro-croissance » et « pro-environnement » ; d'avoir des partenariats plus équitables entre la science et les savoirs traditionnels ; partager une vision commune de la GDT ; fournir un cadre approprié pour travailler ensemble au développement de politiques, à la gestion de programmes, au partage de l'information ; et cibler un large spectre de parties prenantes (décideurs, sociétés civiles (ONG), exploitants agricoles, organismes communautaires, institutions de recherche, médias, secteur privé). TerrAfrica est une de ces plateformes.

En plus de ces principes, l'approche doit être relativement bon marché, pratique, flexible et durable. Ces critères importants permettront à l'approche d'être adoptée, adaptée et développée à plus grande échelle.

## Types

**Les approches sont essentiellement des processus sociaux :** Elles ne suivent pas nécessairement une classification systématique et dans l'absolu, la meilleure approche n'existe pas - bien que dans certaines situations, certaines approches fonctionnent manifestement mieux que d'autres. Les approches ont besoin d'être développées - pas sélectionnées, ni transférées ou copiées - en fonction de la situation, des personnes concernées, des objectifs, des solutions possibles et des ressources disponibles. Les approches mises en place et contemporaines, éprouvées et prometteuses sont brièvement décrites ci-dessous:

**Recherche et développement participatifs (RDP) :** C'est un groupe de concepts et de pratiques qui permettent aux personnes d'accroître leurs connaissances de la GDT et qui renforcent les capacités des exploitants agricoles à innover. Il est ascendant, dépendant de la demande et a en partie évolué grâce aux efforts d'amélioration dans le développement et la diffusion de la technologie. Les approches participatives sont envisagées afin de (1) répondre aux problèmes, besoins et opportunités identifiés par les exploitants agricoles ; (2) identifier et évaluer les options technologiques qui s'appuient sur les connaissances et les ressources locales ; (3) veiller à ce que les innovations techniques soient appropriées aux contextes locaux socioéconomiques, culturels et politiques et (4) promouvoir le partage et l'utilisation plus larges d'innovations agricoles.

**Apprentissage et l'action participatifs (AAP) :** Il s'agit d'un nouveau nom remplaçant ce qui était initialement (et est encore souvent) appelé RDP. Au lieu d'essayer par l'extérieur de comprendre les connaissances de la population locale, l'AAP essaie d'encourager les populations locales à développer leurs capacités. L'accent est mis sur la participation comme un processus systémique d'apprentissage lié à l'action et au changement. L'AAP est le dernier terme pour le groupe de technologies « P », incluant tout ce qui suit ci-dessous.

**Evaluation rurale participative (PRA) :** La PRA est une approche développée principalement par les ONG. L'approche vise à l'analyse par les personnes elles-mêmes de leurs propres réalités et, ainsi, à l'intégration des connaissances et des opinions des populations rurales dans la planification et la gestion de projets. Celle-ci comprend l'utilisation de transects, de cartes, de calendriers, de matrices et de diagrammes employant les matériaux disponibles localement. La PRA a évolué à partir de la Rapid Rural Appraisal (RRA) - qui a été modifiée plus dans sa dénomination que dans sa nature, l'aspect de « participation » n'ayant pas été jugée compatible avec l'aspect « rapide ».

**Le suivi et l'évaluation participatifs (SEP) est** principalement utilisé dans l'évaluation de l'impact et la gestion de projet. Les populations locales, les organisations communautaires, les ONG et les autres agences parties-prenantes décident ensemble de la manière de mesurer les résultats et de quelles actions mener une fois ces informations recueillies et analysées. Cela va au-delà du choix des méthodes et des techniques particulières, c'est-à-dire aussi que cela initie et entreprend le processus d'évaluation, et apprend ou profite des conclusions.

**L'aménagement participatif du territoire (APT) favorise** l'aménagement des terres communales ou collectives, particulièrement importantes dans de nombreuses communautés, où ces terres communales sont les plus gravement dégradées et où les conflits sur les droits d'utilisation des terres existent. Plutôt que d'essayer de réglementer les terres communales à travers une politique nationale, les nouveaux arrangements peuvent être réglés par la négociation entre toutes les parties-prenantes et des règles engageant la collectivité pour la GDT peuvent être développées sur la base d'unités de planification, comme les unités sociales (p. ex., le village) ou les unités géographiques (p. ex. des bassins versants).

**La Gestion des Terroirs** est l'exemple le plus connu d'une approche participative de bassin versant en Afrique de l'Ouest francophone. Elle associe des groupes et des communautés avec une zone de terre traditionnellement bien reconnue, aidant ces communautés à renforcer leurs compétences et développant les institutions locales pour la mise en œuvre des plans de gestion durable. Elle met l'accent sur la gestion des ressources naturelles au niveau d'un village ou d'une communauté à travers: (1) des projets techniques, tels que ceux liés à la conservation des sols, etc.; (2) des facteurs socio-économiques liés aux structures organisationnelles au sein desquelles les personnes organisent leurs stratégies de subsistance et ; (3) un système juridique et son administration, grâce auxquels les droits d'utilisation des terres sont appliqués dans la pratique.

**Le développement territorial participatif et négocié (DTPN) s'agit d'un développement rural** par la négociation, la participation et le dialogue. Développé par la FAO, ce processus de dialogue commence avec la mise en place de partenariats internationaux entre la FAO et les gouvernements locaux qui mènent à la consolidation d'un pacte social territorial afin de surmonter les inégalités sociales et économiques qui affectent les populations rurales, afin d'éradiquer la faim et pour la promotion de l'intégration sociale.

### Exemple : Zimbabwe

*Le projet Intermediate Technology Development Group est situé dans le sud du Zimbabwe, où la sécheresse sévit trois années sur cinq. L'approche combine des technologies à faible coût (la collecte de l'eau et l'irrigation souterraine) avec le renforcement des capacités des agriculteurs à participer à la recherche, la vulgarisation, au sein de structures de groupes. Avec des rendements agricoles doublés, les autres bénéficiaires de ce projet sont notamment l'acquisition par les agriculteurs de nouvelles compétences pour la production alimentaire; le renforcement des institutions locales dans leur lutte contre leurs propres problèmes ; l'augmentation de la confiance au sein des populations locales, notamment des groupes les plus pauvres grâce à la formation ; une participation accrue des femmes à la prise de décision communautaire ; une plus grande capacité des agriculteurs à exprimer leurs besoins aux fournisseurs de services. Enfin, les systèmes de recherche et de vulgarisation sont devenus plus réceptifs aux besoins des agriculteurs (Pretty, 2001).*



En haut : Une réunion « Gestion des Terroirs » de villageois et de techniciens d'un projet, Niger. (Hanspeter Liniger)  
 Au milieu : Aménagement participatif avec des tambours dans un village en Ghana. (William Critchley)  
 En bas : Participation communautaire. Trésorière d'un projet aménagement forestière, Niger. (Hamadou Mamoudou)

**La gestion communautaire des ressources naturelles** (Community-based Natural Resource Management - **CBNRM**) n'est pas simple à définir. Le concept englobe une variété de termes, incluant la gestion des ressources naturelles participative, communautaire, collective et populaire, fondée sur la communauté et la collaboration. Elle tend à être associée à des approches où l'unité focale pour la gestion collective des ressources naturelles est la communauté locale et où les ressources sont soumises à des droits communaux.

La décentralisation est un moyen prometteur de l'institutionnalisation et de la mise à grande échelle de la participation populaire, qui rend effective la CBNRM. Cependant, la plupart des réformes de « décentralisation » en cours est caractérisée par un transfert insuffisant des compétences aux institutions locales. Les réformes de décentralisation offrent la possibilité de passer d'une approche fondée sur des projets à la participation populaire juridiquement institutionnalisée.

**L'approche « Landcare »** est une approche communautaire axée sur le renforcement du capital social pour résoudre volontairement les problèmes locaux touchant la communauté tout en préservant les ressources des terres. L'aspect unique de Landcare est son partenariat efficace avec le gouvernement et la société en général, incluant le secteur des entreprises, sous la forme de conseils financiers et techniques. De cette façon, les connaissances techniques issues des sources scientifiques peuvent être intégrées aux connaissances autochtones et aux compétences des populations locales. Bien qu'encore peu répandue en Afrique subsaharienne (se trouve seulement en Afrique du Sud et en Ouganda), cette approche est très prometteuse.

**Fonds de développement / d'investissement communautaires :** Une politique de décentralisation est souvent composée pour partie d'une mise à disposition de fonds à destination des communautés pour leurs propres efforts de développement. En fonction de la situation spécifique (qui dépend du donateur, du pays et des besoins locaux), les fonds peuvent être ouverts ou réservés à des objectifs spécifiques. Le concept de base est que la communauté possède la souveraineté de ces fonds, en d'autres termes, dans un domaine spécifique (p. ex. pour l'intensification agricole), la communauté décide de la façon d'utiliser ces fonds. Généralement, lorsque ceux-ci sont attribués à des individus, ils sont remboursés et placés dans une réserve commune après un certain nombre d'années, et forment ainsi un « fonds de roulement » local. Certains de ces systèmes élargissent leur portée et deviennent, effectivement, des systèmes d'épargne et de crédit au profit de la collectivité dans son ensemble.

**Services de vulgarisation et de conseils :** les trois formes principales:

**1)** La « stratégie multiple » qui inclut plusieurs ou tous les aspects suivants : la sensibilisation, les visites d'exploitations agricoles par les vulgarisateurs, les ateliers de formation et les séminaires autour de thèmes spécifiques, les visites d'exposition, la formation pratique et l'utilisation de parcelles de démonstration. Celle-ci est adoptée dans la majorité des approches fondées sur un projet / programme. **2)** La vulgarisation informelle d'agriculteur à agriculteur et l'échange d'idées. La transmission d'agriculteur à agriculteur a été la seule forme de « vulgarisation » pendant des milliers d'années, et non seulement celle-ci n'a pas disparu, mais elle est rajeunie à travers des projets progressistes. **3)** La formation des « promoteurs locaux » qui deviennent des facilitateurs / vulgarisateurs dans le cadre d'un projet. Aucune de ces trois formes n'est mutuellement exclusive. L'investissement dans la formation et la vulgarisation pour appuyer les capacités des exploitants agricoles et des autres parties prenantes locales et nationales est une priorité pour mieux s'adapter à l'évolution des conditions environnementales, sociales et économiques, et pour stimuler l'innovation. Des approches de vulgarisation innovantes sont par exemple: Développement Technologique Participatif, Promotion de l'Innovation Paysanne, Développement Participatif de l'Innovation (un terme générique qui couvre maintenant le PFI), Formation et Visites (T & V) pour la promotion de paquets technologiques développés par sujets spécialisés, Technologies de la Communication et de l'Information, la vulgarisation conduite par le marché, l'esprit d'entreprise pour soutenir les chaînes de valeur, etc.

**Services de vulgarisation aux ONG et aux autres tierces parties :** Les ONG jouent un rôle croissant dans les secteurs de liaison et de transition. De nombreuses ONG forment des partenariats stratégiques avec des organismes gouvernementaux, le secteur privé et des organisations de base, et renforcent leurs capacités techniques pour étendre les initiatives réussies, tout en continuant à piloter des approches innovantes. Au cours des dernières décennies, les gouvernements en Afrique subsaharienne ont considérablement fait évoluer leur vision, allant des ONG vues comme une menace, à la reconnaissance de leur rôle précieux dans la mise en œuvre basique des agendas publics, comblant souvent les lacunes des services et des capacités des gouvernements.

#### **Exemple : Gestion communautaire des ressources naturelles (CBNRM)**

*Dans la pratique, la gestion communautaire des ressources naturelles concerne principalement les façons dont l'État peut partager avec les communautés locales, les droits et les responsabilités concernant les ressources naturelles. À l'extrémité de l'échelle se trouve la participation des communautés à la protection, par exemple d'un parc national, sans les impliquer dans la gestion même du parc. À l'autre extrémité de l'échelle se trouve le transfert complet de la propriété des terres et des ressources naturelles de l'État aux communautés. Entre ces deux extrêmes se trouvent des modèles de gestion conjointe, où des représentants de l'État, agissant dans le cadre de contrats négociés, gèrent des ressources naturelles appartenant à l'État (p. ex. un lac ou une réserve forestière) ensemble avec une ou plusieurs communautés (DANIDA, 2007).*

#### **Exemple : Projet de vulgarisation de l'agroforesterie, Malawi**

*Le projet de vulgarisation de l'agroforesterie (MAFE) travaille avec 20 000 agriculteurs sur 4200 hectares pour encourager l'adoption de différentes pratiques agroforestières dans les exploitations agricoles (p. ex. le sous-semis du pois d'Angole et du sesbania dans le maïs afin d'améliorer la fertilité des sols). Le projet utilise des approches participatives. Les agriculteurs se sont regroupés en associations d'agriculteurs, ont formé des formateurs et peuvent demander des services spécifiques au gouvernement et aux organisations non gouvernementales. En conséquence, les rendements du maïs se sont améliorés passant de 700 kg/ha à 1500-2000 kg/ha, les agriculteurs sont devenus moins dépendants des engrais et davantage de ménages ont atteint à la fois la sécurité alimentaire et la sécurité en bois de feu. Quelques 6,98 millions d'arbres ont été plantés en 1999 par 1.155.900 ménages, et le projet permet d'espérer une diminution de la pression sur les forêts naturelles alors que celles-ci arrivent à maturité (Pretty, 2001).*



Les crédits et les prêts : la micro-finance au Burkina Faso. (William Critchley)

**L'apprentissage pour la durabilité** (Learning for Sustainability - LforS) est une approche de vulgarisation innovante favorisant les processus d'apprentissage en groupes concernés par les questions relatives au développement durable. Ses principales caractéristiques sont : l'apprentissage en groupe, l'apprentissage dans le contexte local, une approche multi-niveaux et multi-parties prenantes et un apprentissage actif, axé sur les processus et en situation.

LforS favorise une compréhension approfondie du contexte local en reliant les informations, les connaissances, les perspectives et les expériences des différentes sources, et en mettant l'accent sur les dynamiques d'un système donné. LforS est une approche axée sur les processus et qui encourage les participants à partager entre eux, à découvrir leurs intérêts et objectifs communs, et à développer leurs propres visions.

**Les écoles d'agriculture de terrain** (Farmer Field Schools - FFS) pour la GDT (et « les cycles d'études agricoles » qui sont plus informels) représentent un groupe d'approche d'apprentissage qui fournit des connaissances et des capacités aux exploitants agricoles pour leur permettre de diagnostiquer leurs problèmes, identifier des solutions, élaborer des plans et les mettre en œuvre avec ou sans le soutien de l'extérieur. L'école regroupe des exploitants agricoles qui vivent selon des paramètres écologiques similaires et dans les mêmes situations socio-économiques et politiques. Les FFS fournissent des occasions d'apprentissage par la pratique. Les agents de vulgarisation, les spécialistes de la GDT ou les exploitants agricoles formés favorisent le processus d'apprentissage.

**Initiatives de soutien aux innovateurs locaux** : Elles doivent identifier les pratiques traditionnelles ayant un potentiel de GDT et soutenir les innovations récentes (p. ex. des groupes d'entraide, l'auto-apprentissage). Ici, « l'approche » est essentiellement un moyen de transfert des connaissances au sein d'une communauté et à travers les générations. Les exploitants agricoles s'adaptent en permanence et expérimentent de nouvelles semences et plantes, ainsi que de nouvelles pratiques et technologies, afin de faire face à l'évolution des nouveaux problèmes environnementaux. La diffusion spontanée a pu se produire récemment ou à travers les âges comme une tradition. L'adoption peut être prise en charge par les institutions locales, les organismes communautaires tels que des groupes d'exploitants agricoles, des coopératives de commercialisation, des associations d'irrigation et de gestion des parcours, des groupes de femmes, des groupes de vulgarisateurs exploitants agricoles, etc. Davantage d'attention et de soutien devraient être accordés à l'innovation locale ainsi qu'aux systèmes traditionnels, plutôt que de se concentrer uniquement sur la mise en œuvre de technologies standards dans le cadre de projet de GDT.

**L'approche intégrée de gestion des bassins versants** (Integrated watershed management - IWM) vise à améliorer les moyens de subsistance à la fois privés et collectifs à partir de vastes interventions technologiques et institutionnelles. Le concept de IWM va au-delà des interventions intégrées traditionnelles techniques pour la conservation de l'eau et des sols, comprenant les dispositions institutionnelles appropriées pour l'action collective et la commercialisation des innovations liées qui appuient et diversifient les moyens de subsistance. Ce concept relie la notion biophysique d'un bassin versant comme une unité de paysage hydrologique avec les facteurs communautaires et institutionnels qui régissent la demande locale et déterminent la viabilité et la durabilité de telles interventions (c.-à-d. de la GDT).

**Le paiement des services écosystémiques (PES)** est plutôt une nouvelle approche et les marchés du carbone en particulier proposent des mesures incitatives pour mobiliser les investissements qui conservent ou reconstruisent les forêts et la couverture végétale, en faveur d'une hausse de la biomasse, d'une forte productivité, d'une agriculture durable et d'une résilience au changement climatique. Un projet de renforcement des capacités du PNUD et du PNUE au titre du MDP comprend l'Éthiopie, le Kenya et la Tanzanie. Le Mécanisme de Développement Propre (MDP) prévoit des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre (ou des émissions de retrait) dans les pays en développement pour gagner des Unités de Réductions d'Émissions Certifiées (URCE), chaque unité équivalant à une tonne de CO<sub>2</sub>. Ces URCE peuvent être échangées, vendues, et utilisées par les pays industrialisés pour remplir une partie de leurs objectifs de réduction des émissions au titre du Protocole de Kyoto. Ce mécanisme encourage le développement durable et la réduction des émissions de GES, tout en donnant aux pays industrialisés une certaine flexibilité dans leur façon de répondre à leurs objectifs de réduction des émissions de GES.

D'autres projets existent : les paiements pour la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation (REDD), les mécanismes de compensation pro-pauvre pour les services environnementaux en Afrique (PRESA) fournissent un appui technique et politique aux projets PES des petits exploitants.



En haut : Les participants à un atelier de formation au Mali, jouant le jeu de la simulation LforS « les stratégies des ménages et le développement communautaire durables ». (Ernst Gabathuler)

Au milieu 1 : L'atelier « Learning for Sustainability » dans une culture itinérante, Madagascar. (Andreas Kläy)

Au milieu 2 : Une école pratique d'agriculture sur le microdosage d'engrais à l'extrême Est du Ghana. (William Critchley)

En bas : Un groupe d'une école pratique d'agriculture à Bassodawish, Tanzanie, en pleine réflexion sur l'agriculture de conservation. (CPAR-Tanzania)

## Adoption et transposition à grande échelle

### Taux d'adoption

La participation des exploitants agricoles et des communautés est souvent restée un vœu pieux en raison des conflits et de l'habitude d'adopter un rôle passif. Sous la pression du succès, les institutions retombent dans des comportements fondés sur l'instruction et un manque de confiance dans la population rurale. Le seul domaine de vulgarisation effectif et durable a été celui d'approches de produit unique pour le coton, le maïs, thé etc. Néanmoins, les approches participatives ont peu à peu gagné du terrain dans le paysage institutionnel – des organisations de recherche et d'enseignement aux ONG, agences de développement et aux autorités locales.

### Transposition à grande échelle

Les expériences de terrain montrent que pour que les innovations soient durables, il est nécessaire d'aborder non seulement les dimensions techniques mais aussi socio-culturelles, politiques, économiques, telles que : les structures communautaires, les questions de genre, l'action collective, les droits de propriété, le régime foncier, les relations de pouvoir, la politique et la gouvernance.

Cependant, la recherche et la vulgarisation du secteur public, en raison de plusieurs contraintes – notamment financières – ne sont généralement pas en mesure de développer des technologies adaptées à un ensemble de conditions individuelles locales (les préférences agro-écologiques et culturelles) et produisent donc souvent des recommandations mal ciblées. L'avenir de la vulgarisation est dans la décentralisation des tests des technologies dans des environnements très divers, ou dans la recherche participative avec les exploitants agricoles (interdisciplinaire).

Une innovation constante a été réalisée par les agriculteurs depuis des millénaires. Favoriser des institutions externes, comme des ONG, peut jouer un rôle de soutien dans la stimulation des processus de discussion ouverte et de résolution des conflits. Les chercheurs et les vulgarisateurs peuvent stimuler davantage les processus d'innovation en cours et leurs donner une nouvelle dimension.

### Méthodes et Éléments clés du soutien technique

- Sensibilisation
- Création d'opportunités pour l'échange d'informations
- Utilisation de technologies appropriées d'information et de communication
- Formation et le renforcement des capacités
- Développement organisationnel
- Service de conseils
- Recherche
- Mise en réseau



« Participatory rural appraisal » : le partage d'expériences entre des participants d'Éthiopie, du Ghana et d'Ouganda. (William Critchley)

### Références et informations de support :

- Asiabaka, C. C., 2002. Promoting sustainable extension approaches: Farmer field school (FFS) and its role in sustainable agricultural development in Africa. *Int. J. of Agri. and Rural Dev.*; 3(46-53).
- Bass, S., S. J. Scherr, Y. Renard, S. Shames. 2009. New Directions for Integrating Environment and Development in East Africa: Key Findings from Consultations with Stakeholders in Ethiopia, Kenya, Tanzania, and Uganda. *Ecoagriculture Discussion Paper no. 3*. Washington, D.C., Ecoagriculture Partners.
- Baumann, P., M. Bruno, D. Cleary, O. Dubois and X. Flores. 2004. Applying people centred development approaches within FAO - Some practical lessons. *LSP Working Paper 15*. FAO.
- Curtis, M., 2007. Deadly Combination: The Role of Southern Governments and the World Bank in the Rise of Hunger. *Understanding the Issue (2/2007)*.
- Critchley, W., 2007. Working with Farmer Innovators. CTA.
- DANIDA., 2007. Community-based natural resource management. Technical Note. <http://www.danidadevforum.um.dk/en/servicemenu/News/CommunityBasedNaturalManagement.htm>
- Eicher, C. K., 2007. Agricultural extension in Africa and Asia. *Staff Papers 7431*, Michigan State University, Department of Agricultural, Food, and Resource Economics.
- FAO. 2008. Farmer field schools on land and water management in Africa. *Proceedings of an international workshop in Jinja, Uganda. 24-29 April, 2006*.
- Gonsalves, J., T. Becker, A. Braun, D. Campilan, H. De Chavez, E. Fajber, M. Kipiriri, J. Rivaca-Caminade and R. Vernooij (eds). 2005. *Participatory Research and Development for Sustainable Agriculture and Natural Resource Management: A Sourcebook. Volume 1: Understanding Participatory Research and Development. International Potato Center - Users' Perspectives with Agricultural Research and Development, Laguna, Philippines and International Development Research Centre, Ottawa, Canada*.
- Hatcher, J., 2008. Dialogue, consensus and vision – PNTD more than a methodology: a strategy for territorial interaction and integration (edited by P. Groppo, FAO). *Land and Water Division, FAO*.
- Hurni, H., 1996. Precious Earth - From soil and water conservation to sustainable land management. *Geographica Bernensia*.
- Liniger, H., 1995. Endangered water, a global overview of degradation, conflicts and strategies for improvement. CDE.
- Pretty, J., 2001. *Compendium of Land and SARD Cases: Supporting Document to Task Managers' Report to CSD+10 on the Land and Agriculture Cluster for Chapters 10, 12 and 14 of Agenda 21. Compendium of Land and SARD Cases: April 2001*.
- Shiferaw, B. A., J. Okello and R. V. Reddy. 2009. Adoption and adaptation of natural resource management innovations in smallholder agriculture: reflections on key lessons and best practices. *Environ Dev Sustain (2009) 11:601-619*.
- WOCAT. 2007. Where the land is greener-case studies and analysis of soil and water conservation initiatives worldwide. Editors: Hanspeter Liniger and William Critchley.
- WOCAT. 2008. A Framework for documentation and evaluation of sustainable land management Approaches – basic. WOCAT questionnaire.

## STRATÉGIE ENERGIE DOMESTIQUE – NIGER

L'objectif de l'approche SED (*Stratégie Energie Domestique*) est la gestion durable des forêts par la délégation des responsabilités aux communautés et l'augmentation de leur sens des responsabilités. L'approche a été mise en œuvre dans le cadre des PAFN (Projet d'Aménagement des Forêts Naturelles), un projet à long terme de gestion des forêts naturelles du Niger. Les populations locales se sont organisées pour gérer et protéger les ressources des forêts. D'une part, elles exploitent de manière intensive mais contrôlée le bois et les autres produits de la forêt (gomme arabique, miel, fruits, feuilles de palmier doum, etc.), d'autre part, les communautés s'engagent à gérer durablement les forêts grâce aux technologies de GDT, en assurant la protection et la régénération à long terme des ressources de la forêt et l'entretien des services des écosystèmes. Les marchés ruraux de bois créés par le projet facilitent l'approvisionnement en bois des centres urbains et génèrent des revenus réguliers pour les communautés rurales, améliorant ainsi leurs conditions de vie. Une partie des revenus est réinvestie dans les pratiques de gestion durable des forêts. L'objectif principal de l'approche est d'accroître simultanément les superficies boisées, de valoriser l'exploitation forestière contrôlée, d'assurer l'approvisionnement en bois des centres urbains et d'assurer un revenu permanent aux populations rurales riveraines. L'approche repose sur des méthodes participatives ; elle implique les acteurs locaux à tous les stades du projet et transmet les responsabilités aux communautés. Le principal outil opérationnel de l'approche est représenté par les SLG (*structures locales de gestion*), un comité à structure locale chargé de la gestion des ressources, de l'exécution des activités de développement, du suivi et de l'évaluation sur le terrain et de la pérennisation des investissements. Le projet lui-même est chargé de mettre en place ces structures d'organisation ainsi que la formation et le renforcement des capacités de leurs membres. Une fois que les SLG sont mises en place, la planification des activités de développement et l'élaboration des Plans d'aménagements forestiers (PAF) et des Plans villageois d'aménagement forestiers (PVAF) sont effectués. Les activités concrètes sont ensuite mises en œuvre : mise en place des marchés ruraux de bois, commercialisation du bois et des produits de la forêt, mise en place de fonds de développement villageois, mise en œuvre des activités de GDT. Les populations locales exécutent les activités du projet sur le terrain. Les SLG sont les bénéficiaires institutionnels de l'approche, elles participent à la gestion des revenus générés (p. ex. taxes sur les produits vendus) et apportent leur appui en matière de mobilisation des populations locales. Le projet fournit le soutien technique et financier (pour les fonds de développement villageois destinés aux projets d'infrastructure). Un Comité pour la science et la technologie (CST) composé d'experts du CIRAD France et de l'Université de Niamey a supervisé la mise en œuvre du programme.

**Type d'approche**

Basée sur des projets / programmes

**Problèmes et contraintes concernées**

- Surexploitation des ressources naturelles fragiles par la coupe incontrôlée des arbres
- Conflit sur les ressources naturelles entre pasteurs nomades (Peulhs) et agro-pasteurs, manque de cohésion sociale, exclusion des femmes
- Faibles ressources financières
- Absence de titres de propriété foncière et inadaptation des lois
- Faible capacité d'organisation et maîtrise technique

**Buts et objectifs**

- Inverser la tendance à l'exploitation incontrôlée de la ressource forestière et responsabiliser les populations envers leurs terroirs
- Assurer l'approvisionnement en bois-énergie des grands centres de consommation
- Lutter contre la pauvreté en procurant des revenus supplémentaires aux bénéficiaires à travers la création des marchés ruraux de bois

**Groupes ciblés**

- Exploitants agricoles, pasteurs nomades, femmes, bûcherons et marchands locaux
- Spécialistes de la GDT et vulgarisateurs, planificateurs et décideurs, enseignants et étudiants

**Participation et prise de décision.**

Gestion du projet : Institutions gouvernementales nationales et départementales, ONG partenaires et communautés. Planification, suivi et évaluation : effectués par des comités de suivi et d'évaluation régionaux et sous-régionaux, des ONG et des SLG. Les décisions concernant le choix des technologies de GDT étaient prises par des spécialistes, après consultation des communautés et des exploitants agricoles. La mise en œuvre incombait aux SLG avec l'appui des techniciens de terrain.

**Mise en œuvre de la GDT / autres activités**

Mesures de GDT : enclos, régénération naturelle (p. ex. *Acacia alibida*), bandes végétales (arbres / buissons, plantes fourragères, herbe), lignes de pierres, demi-lunes, passages, paillage avec paille et branches, défrichage sélectif, contrôle du feu, etc. Autres activités : santé, éducation, infrastructures, commerce et marchés, microcrédits, maraîchage, volailles, agriculture, apiculture

**Organismes chargés de la mise en œuvre**

Institutions internationales en collaboration avec le gouvernement national / local, ONG nationales, secteur privé, communautés, exploitants agricoles

**Motivation des exploitants agricoles pour une mise en œuvre de la GDT**

Augmentation des revenus, amélioration des conditions de vie, paiements / subventions, sensibilisation à l'environnement / santé

**Photo 1:** Marché de bois de Awanchalla, Illéla, Tahoua.

**Photo 2:** Formation des membres des SLG.

(Photos : Hamadou Mamoudou)

## Zone d'étude de cas : forêts naturelles au Niger ; 3723,25 km<sup>2</sup> couverts par l'approche



### Coûts et subventions

**Budget annuel :** 1'915'061 US\$

Les coûts de l'approche ont été financés par les contributeurs / donateurs suivants :

Institutions internationales / agences	89,9%
Gouvernement national	9%
Communautés locales, exploitants agricoles	1,1%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

Remarque : Fonds africain de développement, Ministère de l'Environnement du Niger / Direction nationale de l'environnement, bénéficiaires (SLG)

Subventions fournies pour l'approche :

#### Financements extérieurs d'intrants

Main-d'œuvre	financé en partie
Intrants agricoles	financé en partie
Matériaux de construction	entièrement financé
Infrastructures	entièrement financé
Formation, recherche	entièrement financé
Gestion du projet (techniciens, conseillers, suivi, direction, etc.)	entièrement financé

Remarque : La main-d'œuvre fournie par les populations locales pour les technologies de GDT est une contribution en nature. Mais la main-d'œuvre pour les activités de développement a été payée par le projet. Intrants agricoles : semences, plants, engrais : payés par le projet. Les graines ramassées en forêt et les engrais organiques ont été fournis par les bénéficiaires.

### Accès au crédit

Les crédits ont surtout été fournis aux femmes pour les « activités rémunératrices » (fourrage, achat d'engrais, commercialisation et petit commerce). Ils duraient six mois, avec un taux d'intérêt de 20%. Les crédits étaient gérés par deux organismes de micro-financement (SICR Kokari, MCPEC).

### Formation et sensibilisation

- Une formation a été fournie pour les gestionnaires des SLG, pour les vulgarisateurs, les techniciens de terrain (ONG et gouvernement) et les exploitants agricoles. Douze animateurs ruraux formés par le projet ont contribué à former les membres des SLG et les animateurs des villages.
- Forme : apprentissage dans les champs, visites de terrain, de paysan-à-paysan, sites de démonstration, réunions publiques, cours, voyages d'études.
- Sujets : approche et organisation des SLG, planification villageoise, code forestier, principes et mesures de gestion durable des ressources forestières, gestion des marchés ruraux de bois et des fonds villageois de développement, méthodes d'animation rurale et campagnes d'alphabétisation.

### Service de conseil

La vulgarisation est réalisée par des ONG (Karkara, ABC Ecologie) et par les services techniques départementaux et régionaux de l'environnement, directement auprès des producteurs/ exploitants agropastoraux. Les méthodes utilisées sont les ateliers de formation, la formation des formateurs, le suivi et l'évaluation ainsi que la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP). Le soutien financier et matériel pour les intrants est offert.

### Recherche

La recherche a été conduite par l'Institut National de Recherche Agronomique du Niger (INRAN), l'Université de Niamey, le CIRAD France et les communautés locales. Elle concernait : l'agroéconomie, les aspects institutionnels et énergétiques, la formation et la communication, la sociologie, la foresterie et les infrastructures pastorales, le suivi environnemental, les systèmes de crédits.

### Organisation et développement des capacités

Dans chaque village, un organisme local de gestion forestière (Structure Locale de Gestion - SLG) a été mis en place. En tout, il y a 113 SLG. 12 marchés ruraux ont été mis en place, chacun d'entre eux est géré par une SLG.

### Bénéfices de l'approche de GDT

- +++ Amélioration de la gestion durable des terres : 6 PAF et 110 PVAF ont été créés et appliqués par les communautés
- +++ Adoption de l'approche par d'autres exploitants agricoles : la SED a été intégrée au Programme National pour un Environnement et un Développement Durable. Depuis 2005, tous les programmes environnementaux ont une composante SED.
- +++ Amélioration des conditions de vie / du bien-être : 24 salles de classe et 4 puits ont été financés ; plus de 200 000 US\$ de crédits ont été distribués à 2660 hommes et femmes de 2004-2006, etc.
- +++ Amélioration de la situation des groupes défavorisés socialement / économiquement : pasteurs nomades, femmes, bûcherons.
- +++ Allègement de la pauvreté : les activités de production et de commercialisation ont permis d'augmenter les revenus de 100% dans la zone du projet.

### Points forts

- Organisation et formation des communautés locales.
- Renforcement des revenus et de l'activité économique locale.
- Support décisionnel pour la gestion durable des ressources naturelles (p. ex. cartes, méthodes de suivi scientifique).

### Faiblesses → et comment les surmonter

- Exige des moyens financiers et techniques considérables → accroître les contributions en nature des communautés locales.
- Les problèmes d'énergie et de déforestation ne sont pas résolus de manière durable → remplacer le bois de chauffe par un autre combustible plus durable.
- Un contrôle à long terme de l'exploitation des forêts est nécessaire → mettre en place des organismes permanents de suivi écologique.

### Durabilité des activités

Les populations locales poursuivent sans aucune aide extérieure la mise en œuvre de l'approche mais avec le contrôle de la coupe de bois par les services des eaux et forêts pour éviter toute gestion incontrôlée de la ressource.

**Contributeur principal :** Abdoulaye Sambo Soumaila, Groupe de Recherche d'Etude et d'Action pour le Développement (GREAD), Niamey, Niger ; leffnig@yahoo.fr

**Références clés :** Rapport d'achèvement du projet PAFN, Cellule de gestion du PAFN, Décembre 2006 ■ Rapport d'évaluation du PAFN, document de projet soumis au FAD, Rapport de mission internationale, Juin 1998 Manuel de planification et de suivi-évaluation, Cellule de gestion PAFN, Novembre 2002 ■ fiches de suivi du projet, 2002-2006 ■ Kimba Hassane. 2003. Talatou Harouna: Protocole de suivi environnemental, septembre 2003 ■ Bützler W. 2003. Expertise en Faune et Biodiversité, Rapport de la mission d'appui Août - Septembre 2003.

## PROMOUVOIR LES INNOVATIONS AGRICOLES – KENYA, TANZANIE, OUGANDA

L'objectif de la Promotion des innovations agricoles (Promoting Farmer Innovation - PFI) est de stimuler les innovations techniques chez les agriculteurs dans le domaine de la gestion des terres. L'approche PFI est construite sur les initiatives techniques – innovations dans le contexte local – développées par les paysans eux-mêmes dans les régions arides / marginales, là où les approches conventionnelles de « transfert de technologie » de la recherche, aux agents de vulgarisation et ensuite aux paysans, ont si souvent échoué.

L'approche consiste avant tout à identifier, valider et documenter les innovations / initiatives locales. Des systèmes simples de suivi et d'évaluation sont mis en place auprès des paysans qui innovent et qui souhaitent coopérer. Lorsqu'un contact avec des chercheurs est possible, une valeur ajoutée est apportée à ces techniques. Les paysans innovateurs sont réunis afin de partager leurs idées. Enfin, les meilleures technologies, celles qui sont jugées assez bonnes pour pouvoir être partagées, sont diffusées grâce à la vulgarisation de paysan-à-paysan, ce qui s'effectue de deux manières : premièrement, des paysans sont invités à rendre visite aux innovateurs dans leurs fermes ; deuxièmement, les paysans innovateurs deviennent à leur tour enseignants / formateurs pour des groupes de paysans - parfois même dans des « écoles d'agriculture de terrain » de la FAO. Seule cette deuxième forme de vulgarisation donne lieu à rétribution pour l'innovateur. Une méthodologie en dix étapes a été développée pour les activités de terrain (voir fig. 2).

Au niveau du programme, le renforcement des capacités pour la vulgarisation en ligne et pour le personnel de recherche, qui sont les principaux acteurs externes du projet, est visé. Dans chaque pays, l'approche a été mise en œuvre par un ministère du gouvernement et par des ONG sur le terrain. Le principe, et la pratique, ne sont pas de cloisonner le projet, mais de travailler avec le personnel existant, en partageant les bâtiments et les véhicules déjà opérationnels dans la zone. Le cadre méthodologique du « processus de développement » montre comment atteindre l'objectif final d'institutionnalisation (voir fig. 3). La première phase du PFI, réalisée en 2000, a été financée par le gouvernement des Pays-Bas, par le PNUD, et a été active au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Le PFI représente une orientation importante pour la recherche et la vulgarisation en ASS. Ses principes ont été intégrés, entre autres, dans le projet « Stimulation des initiatives communautaires de gestion durable des terres », financé par l'PNUE-GEF.



Figure 1

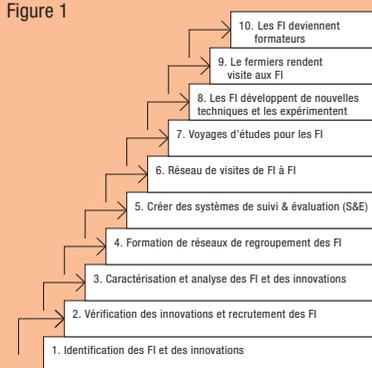
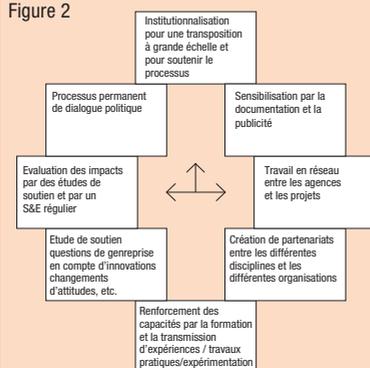


Figure 2



### Type d'approche

Innovations locales récentes (stimulées par le projet)

### Problèmes et contraintes concernées

- Déficit de recommandations pertinentes de la recherche pour les petits paysans des zones marginales
- Distribution insuffisante des technologies de GDT (là où elles existent) aux paysans
- Manque de motivation du personnel de recherche et de vulgarisation
- Isolement des idées « innovantes » et prometteuses de GDT concernant le déficit de rendement, la dégradation des terres et la pauvreté.
- Absence d'échanges sur les connaissances innovantes.

### Buts et objectifs

- Améliorer les conditions de vie rurales grâce à un meilleur taux de diffusion des technologies GDT / collecte de l'eau.
- Promotion des échanges de paysan-à-paysan
- Renforcement des capacités des paysans et des organisations de soutien
- Promotion du dialogue politique

### Groupes ciblés

Exploitants agricoles, spécialistes de GDT / conseillers agricoles, planificateurs, politiciens / décideurs

### Participation et prise de décision

Présélection des meilleures technologies, par les agents de vulgarisation / chercheurs, basées sur les technologies innovantes des paysans repérées sur le terrain – mais les paysans eux-mêmes ont choisi les technologies à appliquer.

### GDT mise en œuvre / autres activités

- Mesures de GDT : collecte de l'eau de ruissellement, contrôle des ravines, compostage, etc.
- L'approche ne ciblait que la GDT

### Organismes chargés de la mise en œuvre

Gouvernements nationaux, ONG nationales, exploitants agricoles

### Motivation des exploitants agricoles pour une mise en œuvre de la GDT

Augmentation de la production, rentabilité ; amélioration des conditions de vie ; apprentissage grâce à des collègues innovateurs

**Photo 1 :** « Stimulation des initiatives communautaires de gestion durable des terres » – un projet qui suit la méthodologie PFI : actif au Ghana (photo), au Maroc, en Afrique du Sud et en Ouganda. (William Critchley)

**Figure 1 :** Activités de terrain : les dix étapes – de l'identification des innovateurs jusqu'à leur emploi en tant que formateurs. (Critchley, 2000)

**Figure 2 :** Processus de développement du programme : le schéma d'un programme d'innovation de paysans. (Critchley, 2000)

Acronymes : FI : Paysan innovateur, S&E : Suivi et évaluation

**Zone d'étude de cas : Afrique de l'Est (zones situées au Kenya, Tanzanie et Ouganda) ; 15'000 km<sup>2</sup> couverts par l'approche. La carte montre la zone d'étude de cas dans les districts de Soroti, Kumi et Katakwi, l'est de l'Ouganda .**



## Coûts et subventions

**Budget annuel** : estimations indisponibles

Les coûts de l'approche ont été financés par les contributeurs / donateurs suivants :

Institutions internationales / agences	60%
Gouvernement national	20%
ONG internationales	–
ONG nationales	–
Secteur privé	–
Gouvernement local	–
Communautés locales, exploitants agricoles	20%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

Subventions fournies pour l'approche :

### Financements extérieurs d'intrants

Main-d'œuvre	non financé
Equipement / outils	non financé
Intrants agricoles	financé en partie (matériel de plantation)
Matériaux de construction	non financé
Infrastructures	pas de données
Autres	repas des excursions, petites indemnités pour les sorties d'étude

## Accès au crédit

Aucun crédit n'a été fourni.

## Formation et sensibilisation

Le personnel, assisté par le Ministère de l'agriculture / les ONG, fournit : (1) une formation méthodologique pour les personnels participants (2) une formation de présentateur pour les paysans innovateurs et (3) une formation aux questions de genre. La formation s'est révélée très efficace, sans doute parce qu'elle a été fournie en « réponse à un besoin » et non de manière prédéterminée.

## Service de conseil

Dans cette approche, les services de vulgarisation du gouvernement et des ONG ont de nouveaux rôles. Une partie du travail de vulgarisation est effectuée par les innovateurs eux-mêmes, par (1) les visites des autres paysans dans leurs parcelles / maisons ; (2) les innovateurs dans le rôle de formateurs, soit auprès de paysans individuels, soit pour former des groupes, comme cela se passe dans le PFI au Kenya, grâce aux « écoles d'agricultures de terrain » financées par la FAO. La vulgarisation de paysan-à-paysan est le point fort du programme.

## Recherche

Hormis pour le processus de suivi de la méthodologie, la recherche technique sur les innovations a été peu approfondie.

## Organisation et développement des capacités

L'approche s'articulait autour d'une procédure de « Processus de développement de programme », qui commençait par le développement des capacités, continuait par la création des réseaux, l'évaluation des impacts, la sensibilisation, jusqu'à l'objectif final de l'institutionnalisation.

## Bénéfices de l'approche de GDT

- +++ Amélioration de la gestion durable des terres : amélioration de la production et de la conservation de l'eau et des sols
- ++ Adoption de l'approche par d'autres paysans et projets : dans chacun des trois pays, les gouvernements et les ONG ont adopté au moins certains éléments de l'approche. Au Kenya, le PNUD et la FAO ont créé un projet regroupé « PFI - Ecoles d'agricultures de terrain »
- +++ Amélioration des conditions de vie / bien-être : toutes les innovations étaient liées à une amélioration des conditions de vie (démonstrées dans un exercice de suivi et évaluation)
- +++ Amélioration de la situation des groupes sociaux / économiques défavorisés : après l'évaluation de la fin de la première phase, une politique de promotion des questions de genre (qui a bien fonctionné) a augmenté le nombre de femmes innovatrices
- +++ Allègement de la pauvreté : le projet ciblait les paysans pauvres et à petite échelle des régions arides

## Points forts

- Repose sur des idées locales
- Revitalise le service de vulgarisation
- Est attractive pour les parties prenantes à tous les niveaux
- Donne confiance aux exploitants agricoles (compétences)
- Offre des idées neuves testées sur place / des technologies qui marchent

## Faiblesses → et comment les surmonter

- Dépendance de l'investissement et de la flexibilité individuelles ; ne suit pas les hiérarchies institutionnelles habituelles → formations qualifiantes et en méthodologie.
- Donne trop de prestige à certains groupes de « paysans favorisés » → faire une « rotation » des paysans qui sont au centre des intérêts.
- Les chercheurs rechignent à répondre aux agendas des paysans → convaincre les chercheurs de l'avantage du travail en partenariat avec les paysans.

## Durabilité des activités

Il existe des exemples de contributions volontaires de groupes de paysans innovateurs dans les trois pays – mais à une échelle réduite après la fin du soutien initial du projet.

**Contributeurs principaux** : William Critchley, CIS, VU-University Amsterdam, The Netherlands; wrs.critchley@cis.vu.nl ■ Kithinji Mutunga, FAO Kenya; Kithinji.Mutunga@fao.org  
**Références clés** : Critchley W. 2000. Inquiry, initiatives, and inventiveness: farmer innovators in East Africa. Phs Chem Earth (B), Vol 25, no3, pp 285-288 ■ Critchley W. and K. Mutunga. 2003. Local innovation in a global context: documenting farmer initiatives in land husbandry through WOCAT. Land Degradation and Development (14) pp 143 – 162.

## ÉCOLES D'AGRICULTURE DE TERRAIN – KENYA

Une Ecole d'agriculture de terrain (Farmer Field School : FFS) consiste en un programme d'études pratiques de terrain basé sur les communautés. Sa durée est limitée dans le temps (généralement un cycle de production agricole), elle implique un groupe de paysans (souvent 20-30) animé par un conseiller agricole ou, de plus en plus souvent, par d'autres paysans. Une FFS donne l'occasion aux participants d'apprendre ensemble en utilisant des méthodes pratiques et concrètes d'apprentissage participatif, basées sur la découverte. Ces méthodes mettent en valeur l'observation, la discussion, l'analyse, la prise de décision collective, la présentation et l'action appropriée. La discussion et l'analyse sont des moyens importants pour combiner les savoirs locaux et les nouveaux concepts pour les mettre en arbitrage. Le but est de développer les capacités décisionnelles et de résolution de problèmes des paysans. Ce processus aide à prendre confiance en soi (surtout pour les femmes), encourage le contrôle du processus par le groupe et favorise l'apprentissage de la gestion et du leadership. Bien que les FFS soient limitées dans le temps, de nombreux groupes formalisent leurs relations et poursuivent les projets d'étude ou d'action, y compris des FFS sur d'autres thèmes, lorsqu'un cycle d'apprentissage FFS est terminé.

Les écoles d'agriculture de terrain sur la gestion intégrée de l'eau et des sols (GIES), dans l'est et le sud du Kenya, ciblent l'amélioration de la gestion des ressources d'eau et des sols, à la fois sur les parcelles individuelles, au niveau des fermes et des « terroirs » et des terres communales ; elles concernent aussi les bassins versants locaux, les vallées alluviales, les collines boisées, les parcours, les ravins érodés, etc. Chaque groupe de FFS expérimente des pratiques / mesures de GDT choisies. L'apprentissage se fait sur le terrain et les paysans se retrouvent en général une fois par semaine dans une ferme de leur localité qui les accueille, pour le suivi de leurs expérimentations de terrain et pour discuter des questions émergentes. Des animateurs formés, en général des conseillers agricoles, guident les paysans dans leurs observations et leurs analyses de ce qui se passe sur le terrain. Les innovations locales des paysans sont identifiées afin d'enrichir le processus FFS avec le savoir local : les innovateurs rendent visite aux groupes de FFS ou les membres des FFS visitent les fermes des innovateurs afin de partager leurs connaissances. Ce processus associé à la promotion des innovations paysannes contribue au renforcement et à la cohésion des groupes, qui sont ensuite capables de prendre des décisions concertées et de changer les comportements culturels et pratiques, ce qui améliore la production et la gestion des terres. Ce processus renforce la confiance des membres en eux-mêmes et donne surtout de l'autonomie aux femmes, qui sont ensuite à même de prendre des rôles de leadership dans la communauté. Les FFS ont ainsi d'importantes retombées à dimension biophysique et sociale.

**Type d'approche**

Basé sur des projets / programmes

**Problèmes et contraintes concernées**

- Dégradation des terres, variabilité climatique, perte de biodiversité agricole
- Les paysans se focalisent sur leur exploitation et leur revenu et perdent de vue le bassin versant / l'environnement

**Buts et objectifs**

- Renforcer les niveaux de connaissances des paysans et leur capacité décisionnelle dans le domaine de la gestion durable de l'eau et des sols
- Augmenter les rendements de manière durable et contribuer à l'augmentation du revenu net des fermes
- Renforcer l'organisation des communautés et les efforts collectifs

**Groupes ciblés**

Exploitants agricoles et paysans à petite échelle, public et spécialistes de la GDT, conseillers ruraux et agricoles

**Participation et prise de décision**

Les exploitants agricoles sont impliqués activement dans toutes les phases de l'approche ; le curriculum d'apprentissage repose sur les problèmes identifiés par le groupe. Chaque groupe a son propre leadership, sa structure de gestion et gère ses fonds. Le personnel de vulgarisation anime plutôt qu'enseigne et cible les aspects méthodologiques de l'approche FFS. Le champ d'application technique est choisi par le groupe et les supports techniques spécifiques sont apportés en fonction des besoins.

**GDT mise en œuvre / autres activités**

- Mesures de GDT : agriculture de conservation, récolte d'eau, paillage, engrais verts, pâturage amélioré, compostage, gestion intégrée de la nutrition des plantes, augmentation de la biodiversité agricole, etc.
- L'approche cible aussi l'amélioration des capacités d'organisation de la communauté pour l'action collective et le stockage et la commercialisation collectives

**Organismes chargés de la mise en œuvre**

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en collaboration avec le Ministère de l'agriculture du Kenya

**Motivation des exploitants agricoles pour une mise en œuvre de la GDT**

Augmentation des niveaux de production ; augmentation des revenus, du prestige et du statut dans la communauté (affiliation à un groupe / réseau) ; amitiés et esprit de groupe entre membres (surtout entre femmes).

**Photo 1** : Un groupe de FFS à Nakuru au Kenya, lors du suivi sur le maïs de leur tests de collecte d'eau au cours d'une session régulière de formation.

**Photo 2** : Un groupe de FFS en visite d'étude à l'Institut d'agriculture biologique du Kenya, à Thika.

**Photo 3** : Formation de facilitateurs à Mwingi : entraînement à l'utilisation de l'anneau d'infiltration pour mesurer la vitesse d'infiltration de l'eau dans le sol. (Crédit photos : Deborah Duveskog)

## Zone d'étude de cas : Kenya du Centre et de l'Est, districts de Mwingi, Kitui et Nakuru



### Coûts et subventions

**Budget annuel** : environ 100 000 US\$

**Les coûts** de l'approche ont été financés par les contributeurs / donateurs suivants :

Institutions internationales / agences	60 %
Gouvernement national	20 %
Communautés locales, exploitants agricoles	20 %
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

Remarque : Les contributions des communautés comprennent : fourniture de terres, de fumure, de matériel pour clôtures, d'outils, etc. et des contributions hebdomadaires pour le compte d'épargne du groupe.

**Subventions** fournies pour l'approche :

#### Financements extérieurs d'intrants

Main-d'œuvre	non financé
Équipement/outils	entièrement financé
Intrants agricoles	financé en partie
Matériaux de construction	non financé
Infrastructures	non financé
Matériel de formation	financé en partie

Remarque : Les fonds pour le matériel de formation des groupes et les intrants agricoles ont été donnés directement aux groupes pour qu'ils les gèrent eux-mêmes.

### Accès au crédit

Aucun crédit n'a été fourni au cours de l'approche.

### Formation et sensibilisation

- Les conseillers agricoles ont suivi une formation de quatre semaines sur l'approche FFS et les thèmes de GIES.
- Les paysans sont formés dans les FFS pendant toute une saison ; ils se retrouvent chaque semaine dans une « ferme hôte » pour les activités d'étude.
- Toute la formation est de nature pratique : travaux pratiques sur le terrain sur les sujets traités, visites de fermes et de centres d'expertise.
- Tous les aspects des sujets de GIES sont traités dans la formation.

### Service de conseil

- Vulgarisation participative avec interactions régulières tout au long de la saison entre paysans et conseillers agricoles. Au stade suivant, renforcement de la vulgarisation de paysan-à-paysan.
- L'approche nécessite un changement d'attitude chez les vulgarisateurs agricoles qui doivent plus s'orienter en fonction des besoins des membres.

### Recherche

- Les chercheurs locaux étaient présents au démarrage des FFS à la fois pour fournir des conseils techniques et pour tenir compte des demandes des paysans pour les futures priorités de la recherche.

### Organisation et développement des capacités

- Le cycle FFS permet aux participants de développer des compétences en gestion financière, leadership, gestion de l'organisation, etc. qui forment les bases d'une capacitation institutionnelle efficace.
- Les groupes FFS sont régulièrement en interaction et se rendent visite, ce qui a permis la création de réseaux de groupes FFS qui se sont souvent transformés en associations agricoles locales ou en organisations de producteurs.

### Bénéfices de l'approche de GDT

- +++ Amélioration de la gestion durable des terres : une augmentation des rendements de plus de 200% est fréquemment observée
- +++ Amélioration des conditions de vie / du bien-être : amélioration des relations de « genre » et de la charge de travail agricole, résistance à la sécheresse et conditions de vie améliorées, satisfaction en général
- ++ Adoption de l'approche par d'autres paysans / projets : les pratiques appliquées se sont diffusées des participants aux voisins de la communauté
- ++ Allègement de la pauvreté : participants font partie des catégories pauvres ou moyennement pauvres ; le projet a contribué à diminuer le niveau de pauvreté

### Points forts

- Action collective instaurée dans les communautés qui leur permet de gérer leurs propres ressources.
- Capacité améliorée des paysans à résoudre les problèmes et à innover dans la GIES.

### Faiblesses → et comment les surmonter

- Les personnels et experts agricoles ont souvent une attitude hiérarchisée et paternaliste envers les agriculteurs, ce qui entrave la création de relations équilibrées et de confiance → instaurer une vulgarisation participative avec un changement de mentalité au sein du gouvernement et du personnel agricole de support.
- Les différents corps d'Etat et ministères responsables des questions des terres et d'eau agissent souvent isolément et sans les indispensables synergies → renforcer la collaboration entre ministères, surtout entre ceux en charge de l'eau et de l'agriculture, afin de traiter les questions de terres et d'eau efficacement et de manière intégrée.

### Durabilité des activités

Il existe des exemples de contributions volontaires de groupes de paysans innovateurs dans les trois pays – mais à une échelle réduite après la fin du soutien initial du projet.

**Main contributors:** Deborah Duveskog, regional FFS advisor, FAO Nairobi; deborah.duveskog@gmail.com and Sally Bunning, FAO, Rome, Italy; sally.bunning@fao.org

**Key references:** Duveskog D. 2001. Adapted from A Study Guide for Farmer Field Schools: Water Harvesting and Soil Moisture Retention. ■ FAO-IIRR. 2006. Discovery-based Learning on Land and Water Management: Practical Guide for Farmer Field Schools.

## DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL PARTICIPATIF ET NÉGOCIÉ – BURKINA FASO ET GHANA

Le développement territorial participatif et négocié (DTPN) est une approche de développement rural élaborée par la FAO. Il offre une structure permettant d'obtenir un consensus entre des communautés individuelles et les partenaires de développement, dans le domaine des ressources naturelles / de la gestion du territoire et des questions de développement. Le DTPN facilite la planification basée sur le consensus au sein d'une équipe qui représente différents acteurs de différents niveaux, y compris ceux des bureaux et services techniques de secteur (agriculture, environnement, etc.), des ONG (impliquées dans le développement rural basé sur les communautés) au niveau du district / département / municipalité et les autorités traditionnelles et des groupes et associations d'exploitants des villages / communautés.

Pendant la phase de diagnostic du processus de DTPN, les questions territoriales locales sont analysées en tenant compte des points de vue des différents acteurs, sur la base d'une analyse historique. Cette étape contribue à établir une compréhension cohérente et partagée du système territorial et fournit les bases d'accords collectifs de développement, qui sont dénommés « Accords sociaux territoriaux ». Ceux-ci se basent sur la négociation au sein de l'équipe de DTPN. Les principales étapes du DTPN comprennent : (1) Facilitation du processus de planification ; (2) Fourniture de l'expertise technique ; (3) Mise en relation avec les institutions représentatives ; (4) Conseil technique d'évaluation de viabilité et des coûts des propositions de développement conjoints ; (5) Retour aux communautés et provision avec les plans définitifs et les cartes des ressources ; (6) Signature des « Accords sociaux territoriaux » et mise en application par le gouvernement local ; (7) Mise en place du suivi et évaluation conjoints ; (8) Réunions de suivi entre institutions gouvernementales et ONG.

Il est indispensable que des facilitateurs territoriaux puissent apporter un soutien externe et indépendant pour les différents aspects du processus. Une approche de DTPN a été pilotée dans le cadre d'un projet transfrontalier entre le Burkina Faso et le Ghana dans la Zone libérée d'onchocercose (cécité des rivières). Cette zone nouvellement ouverte manquait d'une structure de gestion bien définie et acceptée pour soutenir le processus de développement, car des problèmes transfrontaliers le compliquaient. Elle nécessitait une coopération entre les communautés et les partenaires de développement des deux pays. L'équipe de DTPN était soutenue par des facilitateurs de l'Organisation de développement des Pays-Bas (SNV). La capacité de l'équipe à effectuer des processus de planification inclusifs s'est sensiblement améliorée pour le développement de propositions, la négociation et la recherche de consensus ainsi que pour la restitution des résultats de la phase de diagnostic dans un contexte géographique plus large. Des plans de développement conjoints ont été élaborés et approuvés par les communautés. La FAO a soutenu l'approche par un appui technique.

### Principes conceptuels du DTPN

Basé sur le territoire :	Le territoire social (constitué par les relations sociales et historiques entre les acteurs et le territoire) est l'unité spatiale d'analyse.
Basé sur les acteurs :	Reconnaissance de l'hétérogénéité des intérêts et des visions du territoire des divers acteurs.
Dynamique :	Apprentissage à partir du contexte changeant et de la complexité des interactions afin de soutenir des schémas positifs et d'atténuer les schémas négatifs.
Systemique :	Evaluation des interdépendances au sein des territoires et entre les territoires et leurs composants.
Multisectoriel :	Intégration des aspects écologique, sociaux, économiques, politiques et culturels.
Multi-niveaux :	Reconnaissance des divers niveaux territoriaux et administratifs.
Participatif et négocié :	Développement d'accords sur la base de consensus et de représentations équitables de toutes les parties prenantes.



### Type d'approche

Basée sur des projets

### Problèmes et contraintes concernées

- Implication limitée des gouvernements
- La planification transfrontalière s'est révélée plus onéreuse que les planifications habituelles

### Buts et objectifs

- Tester une approche de DTPN pour une planification territoriale locale (transfrontalière)
- Affiner le processus méthodologique
- Préparer un plan de développement conjoint des deux zones situées au Ghana et au Burkina Faso

### Groupes ciblés

Gouvernement local (district / département), formateurs des ONG, dirigeants de communautés ; coordinateurs nationaux de ZLO et gestionnaires de projets CEDEAO-FAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest)

### Participation et prise de décision

La rencontre initiale entre parties prenantes et représentants du gouvernement, autorités traditionnelles et ONG a servi à présenter le DTPN afin de définir la zone pilote, la composition et les tâches de l'équipe de DTPN et réviser le cadre temporel. Les décisions concernant les activités prioritaires ont d'abord été négociées au sein de chaque communauté, puis dans les communautés des deux pays. Les membres de l'équipe de DTPN ont été les facilitateurs de ce processus.

### GDT mise en œuvre / autres activités

- Mesures de GDT : reforestation, amélioration de l'élevage, conservation des sols, construction d'un barrage (par deux communautés)
- Autres activités : une route pour relier directement deux communautés

### Organismes chargés de la mise en œuvre

SNV (Organisation de développement des Pays-Bas) Burkina Faso, SNV Ghana, ONG internationales et nationales

### Motivation des exploitants agricoles pour une mise en œuvre de la GDT

Pression sociale (éviter des conflits transfrontaliers potentiels) ; améliorer la gestion des ressources naturelles et des terres

**Photo de gauche :** Le DTPN peut aider à aborder les problèmes liés à des disputes territoriales ou aux ressources naturelles. (SNV, Ghana)

**Photo de droite :** dialogue, négociation et consultation, les maîtres-mots du DTPN. (SNV, Burkina Faso)

**Zone d'étude de cas:** Zone pilote sur quatre communautés : Barre et Narguia dans les départements de Zecco et Ziou, Province de Nahouri, Burkina Faso ; Namoo et Feo, district de Bongo dans la région nord-est du Ghana.



### Coûts et subventions

**Budget annuel :** estimations indisponibles

**Les coûts** de l'approche ont été financés par les contributeurs / donateurs suivants :

Institutions Internationales / agences	100%
Gouvernement national	-
ONG internationales	-
ONG nationales	-
Secteur privé	-
Gouvernement local	-
Communautés locales, exploitants agricoles	-
<b>Total</b>	<b>100%</b>

**Subventions** fournies pour l'approche :

Aucune subvention n'a été fournie. La main-d'œuvre n'a pas été rétribuée et les intrants n'ont pas été financés par le projet.

### Accès aux crédits

Pas d'accès au crédit dans cette approche.

### Durabilité des activités

Il existe des exemples de contributions volontaires de groupes de paysans innovateurs dans les trois pays – mais à une échelle réduite après la fin du soutien initial du projet.

### Formation et sensibilisation

Une ONG locale (BADECC) a formé les équipes de DTPN pour le diagnostic territorial, l'élaboration de propositions, la négociation et la résolution de conflits. Toutes les activités ont été conduites et suivies par des participants du Ghana et du Burkina Faso. Le développement des capacités a eu lieu dans la zone pilote avec une combinaison de sessions de formation formelles et, de préférence, de formation pratique. La formation a ciblé : (1) le processus de DTPN et sa mise en œuvre dans un contexte de gestion transfrontalière des ressources naturelles ; (2) les outils d'ARP adaptés à la phase du diagnostic ; (3) la cartographie participative des ressources (un outil qui permet d'appuyer la négociation autour des propositions de développement).

### Service de conseil

Cette approche cherche à établir et à maintenir le dialogue social au sein d'un territoire et à restructurer et renforcer les institutions territoriales.

### Recherche

La capacité de l'équipe de DTPN à effectuer des processus de planification participatifs s'est notablement améliorée, en particulier pour ce qui est des propositions de développement, de la négociation et de la recherche de consensus ainsi que pour la transposition des résultats de la phase de diagnostic dans un contexte géographique plus large (interactions entre communautés). L'impact a été moins important pour la phase de diagnostic car les membres de l'équipe connaissaient déjà les outils de l'ARP. Comme l'équipe de DTPN travaille pour le gouvernement et les ONG locaux, la capacité de ces institutions à faciliter une planification basée sur le consensus a aussi augmenté.

### Organisation et développement des capacités

- Le cycle FFS permet aux participants de développer des compétences en gestion financière, leadership, gestion de l'organisation, etc. qui forment les bases d'une capacitation institutionnelle efficace.
- Les groupes FFS sont régulièrement en interaction et se rendent visite, ce qui a permis la création de réseaux de groupes FFS qui se sont souvent transformés en associations agricoles locales ou en organisations de producteurs.

### Bénéfices de l'approche de GDT

+++ Amélioration de la GDT : conservation des sols et de l'élevage.

- + A éveillé un niveau élevé d'intérêt dans les communautés ciblées ; augmentation de la participation active, de la planification et de la recherche de consensus au sein des communautés.

### Points forts

- A fourni un cadre adapté à la planification transfrontalière dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest.
- Le processus de DTPN a augmenté le niveau de participation des institutions gouvernementales locales et des ONG dans le processus de développement territorial, grâce aux personnels de ces organisations présents dans l'équipe de DTPN.
- Le DTPN a permis (et stimulé) aux communautés situées des deux côtés de la frontière d'interagir : des plans de développement conjoints ont été élaborés et approuvés par les communautés, selon leur point de vue.
- Les membres de l'équipe ont découvert l'horizon élargi au-delà des limites des communautés et la recherche d'un consensus entre communautés et parties prenantes.

### Faiblesses → et comment les surmonter

- Il a fallu du temps aux membres de l'équipe pour appréhender l'approche conceptuelle du DTPN. Ils étaient habitués à travailler au sein d'une communauté ; lorsqu'ils étaient impliqués dans une planification, c'était plutôt au niveau du diagnostic.
- Les problèmes de langue nécessitaient une traduction constante, ce qui a doublé le temps nécessaire → prendre en compte dans le budget le recrutement d'un médiateur linguistique.

**Contributeurs principaux :** Paolo Groppo and Carolina Cenerini, FAO; Rome, Italy; paolo.groppo@fao.org, carolina.cenerini@fao.org

**Références clés :** FAO. 2005. An approach to rural development: Participatory and Negotiated Territorial Development (PNTD). Rural Development Division, FAO. OFZ Project (Socio Economic Development Programme for the Transborder Onchocerciasis Freed Zone of Burkina Faso and Ghana) ■ SNV Burkina Faso - SNV Ghana. 2007. X-border Participatory, Negotiated, Territorial Development (PNTD) – pilot phase report.

# APPRENTISSAGE PARTICIPATIF ET RECHERCHE ACTION POUR LA GESTION INTÉGRÉE DU RIZ – MADAGASCAR

L'Apprentissage participatif et recherche action pour la gestion du riz (APRA-GIR) est une approche ascendante basée sur l'apprentissage social et expérimental. Fondée sur le soutien mutuel et la communication entre paysans, elle apporte des améliorations agricoles durables. Le renforcement des capacités de toutes les parties prenantes impliquées dans la filière du riz favorise l'innovation et les changements agricoles. La GIR concerne l'ensemble du système de production et de valorisation. Les innovations ne se limitent pas à des changements techniques, elles concernent aussi la gestion du temps et la création de réseaux sociaux et d'institutions pour une collaboration entre paysans et autres acteurs de la chaîne de valorisation du riz. Un mode d'apprentissage progressif et autodidacte encourage les parties prenantes à trouver elles-mêmes les solutions de leurs problèmes spécifiques. Les premières années, des groupes de 25-30 producteurs sont soutenus par un facilitateur du programme qui anime les sessions d'apprentissage et d'innovation. Les principaux outils sont des modules d'apprentissage des pratiques spécifiques de gestion des cultures, des techniques de récolte et de post-récolte (qui impliquent aussi les transformateurs et les entrepreneurs), ainsi que des conditions agro-écologiques et socioéconomiques de la production de riz. Les sessions cherchent à renforcer les capacités d'observation, d'analyse, d'interprétation, de prise de décision, d'innovation et de partage de savoirs des paysans et des autres acteurs de la filière du riz. L'APRA se base sur les pratiques et les savoirs locaux pertinents. Le point de départ de tous les modules est l'échange sur les pratiques courantes, sur leur logique ou leur pertinence.

Dans cette approche concrète d'apprentissage, les paysans sont encouragés à expérimenter – dans certaines parties de leurs champs réservées aux pratiques nouvelles (« espace d'expérimentation ») – toutes les nouvelles idées qu'ils ont identifiées aux cours des sessions d'APRA. Ceci leur permet d'évaluer l'impact de ces innovations sur leur champ de riz, ou encore la rentabilité de la culture et du commerce du riz dans son ensemble et de s'adapter et d'ajuster les mesures à leurs besoins. Ces espaces d'innovation sont régulièrement visités au cours des sessions d'apprentissage afin que les paysans puissent partager leurs connaissances. Depuis 2005, les innovations en matière de préparation des terres, de repiquage précoce du riz, de désherbage et de gestion de l'eau – principalement sans intrants externes – ont permis de tripler les rendements, au bénéfice de milliers de paysans. Les activités de valorisation dans la filière du riz ont commencé en 2008 avec l'objectif de renforcer la position des paysans dans les filières de valorisation et d'améliorer la compétitivité. Les groupes fusionnent dans des centres d'APRA pour la commercialisation en commun du riz, où ils passent des contrats avec les fournisseurs d'intrants et les transformateurs de riz.



## Type d'approche

Basé sur des programmes

## Problèmes et contraintes concernées

- Rendements faibles dans la production de riz ; la plupart des paysans vivent en dessous du seuil de pauvreté
- Absence de soutien du gouvernement et des ONG
- Accès limité aux marchés, manque d'infrastruct.

## Buts et objectifs

- Améliorer durablement la sécurité alimentaire, les conditions de vie et les revenus des riziculteurs pauvres en améliorant la rentabilité de la production et la compétitivité du sous-secteur du riz
- Renforcer les capacités de toutes les parties prenantes du sous-secteur du riz

## Groupes ciblés

Surtout les exploitants agricoles (riziculteurs) ; dans un 2<sup>ème</sup> temps, les fournisseurs du secteur privé, les transformateurs et acheteurs

## Participation et prise de décision

Les exploitants agricoles sont impliqués activement dans toutes les phases de l'approche. Le plan d'études est basé sur l'évaluation des besoins. Les décisions concernant les activités de GDT à mettre en œuvre sont prises par les paysans à titre individuel et collectif. Les paysans mettent la GDT en œuvre avec le soutien technique du programme. Ils prennent progressivement des responsabilités au cours du « processus de sevrage » : le programme des modules de formation est décidé par les groupes APRA ; des paysans facilitateurs (PF) sont formés et mènent les groupes (à partir de la 3<sup>ème</sup> année). 5-10 groupes « sevrés » fusionnent et forment un centre APRA qui traite principalement les activités liées à la valorisation de la filière du riz.

## GDT mise en œuvre / autres activités

- Mesures de GDT : préparation du sol, gestion des pépinières ; repiquage du riz en rangs ; nouvelles variétés de riz ; amélioration de la multiplication des semences et pratiques de conservation
- Autres activités : développement de la chaîne de valorisation ; stockage et commercialisation collectifs du riz ; accords contractuels avec les fournisseurs d'intrants et les transformateurs de riz

## Organismes chargés de la mise en œuvre

Institution internationale / agence (Fondation Aga Khan) qui opère en tant que ONG locale avec le soutien du gouvernement local, des communautés locales et du secteur privé

## Motivation des exploitants agricoles pour une mise en œuvre de la GDT

Pression sociale (éviter des conflits transfrontaliers potentiels) ; améliorer la gestion des ressources naturelles et des terres

**Photo 1** : Des paysans discutent des priorités de développement, sur la base d'une carte des basses terres.

**Photo 2** : Repiquage du riz en lignes à l'aide d'un « fomby ».

**Photo 3** : Un paysan désherbe à l'aide d'une sarceuse rotative. (Crédit photo PSSDRI - Programme de soutien de la région de Sofia pour le développement rural intégré)

**Zone d'étude de cas : région de Sofia, Madagascar ; environ 10 000 km<sup>2</sup> couverts par l'approche.**



### Coûts et subventions

**Budget annuel :** 400'000 US\$

**Les coûts** de l'approche ont été financés par les contributeurs / donateurs suivants :

Institutions Internationales / agences	10 %
Gouvernement national	–
ONG internationales	–
ONG nationales	30 %
Secteur privé	10 %
Gouvernement local	–
Communautés locales, exploitants agricoles	50 %
<b>Total</b>	<b>100%</b>

**Subventions** fournies pour l'approche :

#### Financements extérieurs d'intrants

Main-d'œuvre	non financé
Équipement	entièrement financé
Intrants agricoles	non financé
Matériaux de construction	non financé
Infrastructures	non financé

Remarque : Deux scarleuses (outil de désherbage) sont fournies gratuitement au début de chaque groupe ; elles restent ensuite en leur propriété.

### Accès au crédit

Fourni par l'approche en collaboration avec un organisme de micro-financement ; durée du prêt : 6-8 mois ; taux d'intérêt mensuel : 2,5%

### Formation et sensibilisation

- Une formation a été fournie à des groupes d'exploitants agricoles et à des facilitateurs
- Forme : modules d'apprentissage APRA obligatoires et facultatifs ; expérimentation sur le terrain (apprentissage pratique) et échanges de paysan-à-paysan au cours des visites
- Sujets : pratiques de gestion des cultures, techniques de récolte et de post-récolte (stockage, commercialisation), conditions socioéconomiques et écologiques de la riziculture ; programme basé sur l'évaluation des besoins
- En cours et planifié : augmentation du nombre de groupes, regroupements dans des Centres, activités de valorisation de la filière et extension des sessions de formation aux paysans hors APRA

### Service de conseil

- Méthode et éléments clés : sessions d'apprentissage modulaires guidées par un facilitateur, vulgarisation de paysan à paysan
- L'approche est basée sur les connaissances autochtones

### Recherche

- Forme : recherche appliquée / expérimentation dans les fermes ; une partie de chaque champ des paysans sert d'espace d'innovation
- Sujets : pratiques de gestion des cultures

### Organisation et développement des capacités

Des groupes APRA sont formés (formations nouvelles ou basées sur des entités existantes) pour un soutien mutuel et des échanges de savoirs. Dans la 2<sup>ème</sup> phase, les groupes APRA sont promus dans des plateformes d'apprentissage et d'innovation plus qualifiées (centres APRA) pour des échanges entre facilitateurs paysans et spécialistes de GDT du programme.

### Bénéfices de l'approche de GDT

- +++ Amélioration de la gestion durable de terres : les rendements ont augmenté de 200% (parcelles d'innovation)
- +++ Adoption de l'approche par d'autres exploitants agricoles : de 2005 à 2009, le nombre de groupes APRA est passé de 6 à 102, impliquant 3782 familles et se diffusant à 4200 paysans non affiliés
- +++ Allègement de la pauvreté et amélioration des conditions de vie et du bien-être : les pratiques de GDT apportent un bénéfice net > 700 US\$/ha
- +++ Amélioration de la situation des groupes sociaux / économiques défavorisés ; les riziculteurs pauvres et marginalisés sont ciblés

### Points forts

- Les paysans apprennent les principes de base de la gestion rizicole et développent leurs propres options d'amélioration, adaptées aux conditions locales ; l'innovation émerge des groupes eux-mêmes.
- Les paysans acquièrent des capacités personnelles et d'organisation pour résoudre leurs problèmes et prendre confiance en eux-mêmes pour devenir des partenaires efficaces des autres acteurs de la filière de valorisation.

### Faiblesses → et comment les surmonter

- Améliorations exigeantes en main-d'œuvre → fourniture d'un crédit collectif aux membres du groupe APRA en collaboration avec une institution de financement locale.
- Approche d'apprentissage intense, sessions d'apprentissage de groupe régulières → les groupes APRA élaborent leurs propres programmes et plans d'apprentissage, selon leurs disponibilités et leurs besoins.

### Durabilité des activités

Au cours de la 2<sup>ème</sup> phase, les paysans organisés en groupes APRA acquièrent progressivement les capacités à gérer eux-mêmes les innovations et l'approche d'apprentissage mutuel, sans le soutien du programme. Les paysans facilitateurs sont formés à reprendre les rênes des groupes APRA avec l'appui des facilitateurs du programme.

**Contributeurs principaux :** Toon Defoer, Agric. R&D consultant, Najac, France; tdefoer@aliceadsl.fr and Marco Wopereis, Africa Rice Center, Cotonou, Benin; wopereis@cgiar.org.  
**Références clés :** Defoer T., M. Wopereis, S. Diack, and P. Iidinoba. 2008. Apprentissage participatif et recherche action pour la gestion intégrée du riz à Madagascar: Manuel du facilitateur AKF, Genève, Suisse. ■ Defoer T., M. Wopereis, P. Iidinoba T. and Kadisha. 2006. Participatory Learning and Action Research (PLAR) for Integrated Rice Management in inland valleys in sub-Saharan Africa: Facilitators' manual. WARDA- the Africa Rice Center, Bouaké, Côte d'Ivoire.

## APPROCHE PAR « BASSIN VERSANT » – KENYA

L'approche par « bassin versant » soutient les systèmes de gestion durable des terres par la conservation de zones définies (appelées « micro-environnements »), grâce à la participation active des communautés qui y vivent. Elle a été initiée en 1988 pour obtenir des impacts techniques et sociaux plus rapides que les mesures précédentes qui ciblaient les paysans à titre individuel. L'étude de cas cible un seul « bassin versant » situé dans une zone subhumide du Kenya central. L'accent est mis sur les mesures structurelles – surtout les terrasses fanya juu – mais les systèmes végétatifs sont aussi promus. Les autres activités soutenues sont : la protection des sources, l'amélioration des cultures et de l'élevage, l'agroforesterie, la production de fourrage, les étangs piscicoles, etc. L'objectif spécifique est de favoriser la mise en œuvre d'une série de mesures de GDT qui apportent par la même occasion une amélioration de la production.

Chaque zone d'approche est définie par des frontières culturelles ou administratives plutôt que par des bassins versants hydrauliques au sens strict du terme (le terme peut prêter à confusion). Un comité de conservation est élu parmi les membres de la communauté visée, avant l'identification du problème. Des agents techniques du gouvernement et des OGN concernés sont cooptés pour siéger dans le comité. L'approche utilise ensuite des méthodes participatives d'évaluation et de planification de solutions. Les exploitants agricoles et les spécialistes de la question cooptés mettent leurs compétences et leurs ressources en commun. Des Groupes d'intérêt commun (GIC) sont formés, dans le but d'une promotion autonome de certaines exploitations agricoles. Le Ministère de l'agriculture forme les membres du GIC. Les paysans effectuent la plus grande partie du travail ; les aides financières ou matérielles sont rares.

Au final, le micro-environnement (bassin versant) bénéficie de mesures de conservation en même temps que d'une production améliorée ; il est ensuite laissé aux bons soins de la communauté pour qu'ils l'entretiennent. L'approche de « bassin versant » a été développée par le Programme national de conservation de l'eau et des sols – soutenu par l'Agence suédoise de coopération au développement international (ASDI) – et continue à être promue dans l'Approche ciblée de zone (FAA) par le Programme national de vulgarisation agricole et d'élevage NALEP, qui est à son tour soutenue par l'ASDI. Le programme NALEP met moins l'accent sur la conservation de l'eau et des sols que le programme précédent ; il cible davantage la promotion de la productivité des exploitations.

**Type d'approche**

Basé sur des programmes

**Problèmes et contraintes concernées**

- Impacts tangibles et mesurables d'activités de GDT insuffisants (techniquement et socialement)
- Mise en œuvre lente du programme de GDT
- Problèmes sous-jacents de pauvreté, de fertilité et d'érosion des sols, pénurie de bois de feu
- L'absence de capital empêche les paysans d'investir dans des structures
- Connaissances de GDT / conservation insuffisantes

**Buts et objectifs**

- Contribuer à améliorer la conservation durable de l'environnement et la production agricole des fermes grâce à des approches participatives d'agriculture / de GDT améliorées

**Groupes ciblés**

Exploitants agricoles, spécialistes / conseillers de GDT, enseignants / étudiants, planificateurs, politiciens / décideurs

**Participation et prise de décision**

L'approche a été élaborée par des spécialistes nationaux. La communauté a été impliquée dans les phases initiales, de planification (réunions publiques, ARP) et de mise en œuvre. Le choix de la technologie a surtout été fait par les exploitants, soutenus par les spécialistes de GDT, et en partie par les spécialistes seuls. Le choix de la méthode de mise en œuvre a été fait par les exploitants soutenus par les spécialistes de GDT.

**GDT mise en œuvre / autres activités**

- Mesures de GDT : terrasses fanya juu, terrasses en banquettes, agroforesterie, production de fourrage, amélioration des cultures et de l'élevage
- Protection des sources
- Étangs piscicoles

**Organismes chargés de la mise en œuvre**

Mis en œuvre par les communautés

**Motivation des exploitants agricoles pour une mise en œuvre de la GDT**

Augmentation de la production, de la rentabilité, amélioration des conditions de vie



**Photo 1** : Un agent de vulgarisation montre à un groupe de femmes comment protéger des plants de manguiers dans le bassin versant de la division de Sololo, district de Moyale, Kenya. (James Njuki)

## Zone d'étude de cas : district de Muranga, Kenya ; 1 km<sup>2</sup> couvert par l'approche



### Coûts et subventions

**Budget annuel :** 400'000 US\$

Les coûts de l'approche ont été financés par les contributeurs / donateurs suivants :

Institutions Internationales / agences	70%
Gouvernement national	20%
ONG internationales	–
ONG nationales	–
Secteur privé	–
Gouvernement local	–
Communautés locales, exploitants agricoles	10%
<b>Total</b>	<b>100%</b>

Subventions fournies pour l'approche :

#### Financements extérieurs d'intrants

Main-d'œuvre	non financé (volontariat)
Equipement	financé en partie
Intrants agricoles	financé en partie
Matériaux de construction	non financé
Infrastructures	pas de données

Remarque : Les subventions (autres que pour l'éducation et la motivation) ont été très peu utilisées. Des Groupes d'intérêt collectif (GIC) ont été créés pour solliciter l'aide et l'assistance au fur et à mesure des besoins.

### Accès au crédit

Les crédits n'ont pas été fournis directement, mais un crédit par fond de roulement « stakeholder kitty » (épargne et crédit) a été promu et développé.

### Formation et sensibilisation

La formation a inclut la planification des mesures de conservation ; agroforesterie, économies d'énergie, conservation des aliments – ainsi que des mesures agricoles spécifiques. Elle est effectuée en groupes et surtout par des visites de fermes par des agents du Ministère de l'agriculture. L'impact sur les paysans et les agents de vulgarisation est positif.

### Service de conseil

Les méthodes de vulgarisation ont compris des visites de fermes ; des démonstrations sur le terrain ; journées aux champs, démonstrations à la ferme. Le service de vulgarisation a été jugé « bien adapté » pour pérenniser le processus. L'impact du service de conseil a été jugé bon par les paysans et les enseignants et excellent pour les techniciens.

### Recherche

Les problèmes spécifiques ont été étudiés lorsqu'ils apparaissaient. Un lien solide entre recherche et vulgarisation était / est établi. Le suivi de la progression du programme en général fait partie de l'approche.

### Organisation et développement des capacités

Un comité de conservation est formé en incluant des élus des communautés ciblées et des agents techniques des agences gouvernementales et des ONG concernées. Des Groupes d'intérêt commun (GIC) sont formés. Le soutien aux institutions locales se fait par la formation.

### Bénéfices de l'approche de GDT

- ++ Amélioration de la gestion durable des terres : surtout par les fanya juu et les terrasses en banquettes
- + Adoption de l'approche par d'autres exploitants / projets : dans la zone d'étude de cas, la poursuite de la diffusion de l'approche a été effectuée par une seule ONG
- +++ Amélioration des conditions de vie / du bien-être : identification et mise en œuvre de nouvelles activités sources de revenus par les groupes d'intérêt commun (GIC), pour les cultures, la commercialisation et l'élevage
- ++ Autres : parfois, amélioration de la collaboration entre agences ; les partenaires se consultent et évitent de dupliquer les activités

### Points forts

- Participation active des communautés
- « Appropriation de l'approche » par la communauté : impression que la réalisation est due aux efforts collectifs et qu'elle leur appartient
- Amélioration des liens entre vulgarisation / formation et recherche
- Promotion d'initiatives agricoles nouvelles et productives en même temps qu'une meilleure GDT

### Faiblesses → et comment les surmonter

- Les technologies ont tendance à être appliquées uniformément et non spécifiquement au site → adapter la GDT à chaque situation (p. ex. promouvoir des mesures structurelles seulement si nécessaire, c.-à-d. lorsque les mesures agromonomiques et végétales sont insuffisantes).
- Poursuite incertaine dans certaines zones si l'appui direct s'arrête au bout d'un an → continuer l'approche au moins 2-3 ans dans chaque « bassin versant » (zone couverte par l'approche).
- Zone limitée couverte par le Programme national de vulgarisation agricole et d'élevage → augmenter le personnel et mieux l'employer.
- Intrants indisponibles dans de nombreux endroits → fournir de meilleures possibilités de crédit pour les CIG et les paysans en général.

### Durabilité des activités

Les activités continueront probablement, mais elles dépendent de la poursuite active du fonctionnement des groupes d'intérêt communs.